

20 millions de tonnes de papier, à 48 milliards de boîtes de conserve, à 26 milliards de bouteilles et de pots, à 3 milliards de roches de rebut et de grenades et à 50 trillions de gallons d'eau chaude, de même qu'à divers autres rebuts. D'autres pays industrialisés font un apport comparable en débris et substances toxiques.

Ce soir je m'engage à essayer d'obtenir des exemplaires du rapport à l'intention de tous les députés qui en voudraient, car cette question se situe au-delà de l'appartenance à tel ou tel parti. Nous parlons des morts au Vietnam. De nos jours, en Amérique du Nord, chaque année l'emphysème dû à la pollution de l'air et aux cigarettes cause plus de victimes qu'au Vietnam. D'aucuns diront peut-être que tous ces savants ne sont que des prophètes de malheur. Pourtant, ils n'ont même pas pris en considération le danger des radiations nucléaires qui, à un certain degré et suivant la nature des matières radioactives, subsisteront dans la biosphère terrestre durant le prochain millénaire. Le rapport a été présenté aux États-Unis et des députés de tous les partis sont allés là-bas et doivent donc être au courant de ce document. Quinze des plus grands savants du monde, dont des savants canadiens et soviétiques, ont produit des preuves irréfutables, établissant que les radiations nucléaires sont, chez l'homme, à l'origine de la carcinogénèse, de tares génétiques et de malformations congénitales. Ce sont là quelques-uns des effets secondaires de l'âge nucléaire qui ont pu être identifiés de façon précise. Grâce aux statistiques originaires du monde entier, nous savons maintenant que la pollution nucléaire, représente une terrible menace, même si l'on fait abstraction de tout le reste.

La loi sur les ressources en eau du Canada, avec ses modestes dispositions, ne prétend pas résoudre ces problèmes. Elle n'affirme pas enrayer la pollution au Canada. Cet objectif exige clairement la collaboration des municipalités et des gouvernements provinciaux. Il ne saurait se réaliser sans ce genre de collaboration. Cependant, la loi et les mesures analogues adoptées par d'autres assemblées dans d'autres pays du monde—la Grande-Bretagne, la Russie soviétique et les pays scandinaves—peuvent accomplir plus que simplement apporter des avantages nationaux aux citoyens de ces pays. Les mesures de ce genre touchent l'humanité tout entière. Ce sont des mesures qui peuvent contribuer à préserver une biosphère saine pour de nombreuses générations futures.

Les eaux canadiennes qui coulent vers la mer souillées et chargées de déchets délétères, allant du DDT aux déchets humains, en passant par les rebuts industriels et nucléaires, contribuent à l'extinction de la vie sur la terre aussi sûrement que l'eau pure du Canada est un motif d'espérer en un monde

futur renouvelé et amélioré. Les mesures d'éradication de la pollution adoptées par l'Ontario et la Colombie-Britannique confèrent des avantages à ces provinces. Mais au-delà, il y a les avantages pour l'humanité. Un programme d'épuration des eaux et de l'air sera coûteux, mais c'est un prix qu'il nous faut tous payer. Récemment, 26,000 questionnaires ont été envoyés à ma circonscription. Dans une très forte majorité, les réponses réclamaient de rigoureuses mesures de répression de la pollution. Les gens en ont assez des eaux-vannes déversées dans la mer, de la fumée que les raffineries de pétrole vomissent dans leurs jardins et de ces sinistres déchets chimiques, industriels et domestiques, qui dans un cas du moins ont tué toutes les plantes de la région de Burnaby. Ces algues sèment la mort dans les lacs superbes de la Colombie-Britannique.

● (8.40 p.m.)

Nous nous rendons compte, je pense, qu'en tant que députés élus, nous devons établir les lois et les directives fondamentales aux termes desquelles nous voulons agir au Canada. Nous devons avoir le courage d'imposer d'autres bills comme celui sur l'épuration de l'eau, si imparfaits qu'ils puissent être. Ce qu'il faut annoncer aux Canadiens et aux industries canadiennes, c'est qu'il faudra dépenser de l'argent pour enrayer la pollution, mais qu'en fin de compte, tout le monde en retirera des bienfaits sans pareil. Certaines industries canadiennes agissent en bons citoyens. D'autres vomissent des fumées toxiques et déversent des polluants industriels dans nos eaux sans se soucier du tort qu'elles font ainsi. Ce sont de mauvais citoyens: il faudra les forcer à obéir ou à fermer leurs portes. Nous ne pouvons nous permettre de détruire notre milieu. Il y va de notre santé. Les infections des voies respiratoires supérieures augmentent d'un océan à l'autre. Les réactions photochimiques qui se produisent sont plus mortelles que la guerre. Les incinérateurs, les systèmes de chauffage et les fours, les automobiles, les autobus et les camions—bien qu'ils ne soient pas visés directement dans le bill à l'étude, j'en parle car celui qui m'a précédé en a fait mention—posent autant de problèmes dont nous devons nous occuper.

Au début, nous devrons peut-être payer davantage pour certains produits, il faudra peut-être verser plus de deniers publics. En disant cela, je souscris à l'idée qui se répand de plus en plus selon laquelle les responsables des déchets industriels déversés dans nos eaux devraient en assumer le prix. Est-ce injuste? Je cite un homme public éminent d'Amérique du Nord:

Il leur revient d'en assumer les frais car il y a bien des solutions au problème des déchets qui polluent nos eaux... Entre autres, il y a même celle d'installer l'usine ailleurs.